Procès-verbal de l'Assemblée primaire du lundi 24 février 2025 Séance N° 1

de 20h00 à 21h50
à la salle des abris d'Icogne

Président : M. Olivier Duchoud
Vice-Présidente : Mme Anne-Christine Rey-Gillioz

Présents : Mme Nathalie von Dach
M. Frédéric Délèze
M. Steve Morard

Preneur du PV: M. Lionel Nanchen, Secrétaire-caissier communal

41 citoyennes et citoyens sont présents, ainsi que les 5 membres du Conseil communal.

Ouverture de l'Assemblée primaire

Mesdames, Messieurs,

Le Président a le plaisir de souhaiter, au nom du Conseil communal, la bienvenue à cette assemblée primaire de la commune d'Icogne. Il souligne que la présence des citoyens témoigne de leur engagement envers la vie de la collectivité et les en remercie sincèrement.

Avant d'ouvrir officiellement la séance, **le Président** tient à rappeler que l'Assemblée a été convoquée dans les délais légaux, par affichage et par publication sur le site internet de la commune. Cette convocation respecte ainsi les obligations réglementaires en vigueur.

Il indique que cette séance marque le début d'une nouvelle période législative, s'étendant de 2025 à 2028. Ce début de mandat constitue une opportunité pour définir collectivement les grandes orientations de la commune et mettre en œuvre les projets nécessaires à son développement.

Afin de faciliter la rédaction du procès-verbal, **le Président** informe que cette séance est enregistrée. Toutefois, il précise que seuls les propos figurant dans le procès-verbal font foi. Toute personne souhaitant que son intervention soit protocolée est invitée à le signaler clairement lors de sa prise de parole.

Souhaitant que cette séance se déroule dans un esprit constructif et respectueux, **le Président** insiste sur l'importance de permettre à chacun de s'exprimer et de participer aux décisions essentielles pour la communauté.

Il donne ensuite lecture de l'ordre du jour :

- 1. Procès-verbal de la dernière Assemblée.**
- 2. Nomination des scrutateurs.**
- 3. Présentation de la planification financière 2026/2029.**
- 4. Lecture du Budget 2025 de la Municipalité.**
- 5. Approbation du Budget 2025 de la Municipalité. Décision.**
- 6. Nomination de l'organe de contrôle. Décision.**
- 7. Taxes sur les déchets : Recommandation de la Surveillance des prix. Décision.**
- 8. Divers.**

Le Président demande s'il y a des remarques concernant cet ordre du jour.

Il désigne **M. Lionel Nanchen**, secrétaire communal, pour la rédaction du procès-verbal.

Avant de poursuivre, **le Président** précise qu'aucun décès n'a été enregistré parmi les citoyennes et citoyens depuis la dernière assemblée.

1. Procès-verbal de la dernière Assemblée

Le Président rappelle que le procès-verbal de l'Assemblée primaire du 16 décembre 2024 a été publié sur le site internet de la commune, conformément aux usages.

Avant de soumettre ce document à l'approbation de l'Assemblée, **le Président** souhaite apporter des réponses aux questions soulevées par les citoyens lors de cette précédente séance.

Le Président reprend ainsi les points ayant fait l'objet d'interrogations et apporte les précisions suivantes :

Le Président revient tout d'abord sur l'intervention de **M. Yves Rey**, qui avait suggéré l'ajout, à l'article 3 du règlement sur la taxe de séjour, d'un alinéa spécifique aux personnes exerçant une activité culturelle. **Le Président** indique que cette proposition a été prise en compte et qu'elle sera examinée lors de la prochaine modification du règlement sur la taxe de séjour.

Ensuite, **le Président** répond à la question de **M. Joël Aymon**, qui s'interrogeait sur d'éventuelles modifications du règlement de la taxe de promotion touristique (TPT), en particulier concernant l'assujettissement des entreprises de la plaine intervenant sur le Haut-Plateau. **Le Président** précise qu'aucun changement n'a été apporté à ce règlement à ce jour, mais que cette question sera étudiée lors du prochain renouvellement du règlement de la TPT.

Le Président rappelle également que certaines questions soulevées lors de l'Assemblée primaire du 16 décembre 2024 nécessitaient des précisions. Il apporte ainsi les réponses suivantes :

- Icogne 2035, opportunités de développement – Potentiel d'eau chaude de la galerie de sondage du tunnel du Rawyl

M. Joël Aymon est intervenu pour évoquer le potentiel de l'eau chaude qui s'écoule du côté de la galerie de sondage du tunnel du Rawyl. **Le Président** répond que le Conseil communal va se pencher sur cette question. Il précise qu'il sera d'abord nécessaire de vérifier l'appartenance de cette eau avant d'en évaluer le potentiel d'exploitation.

- État des bâtiments bourgeoisiaux

M. Eric Kamerzin a souligné que l'état général des bâtiments bourgeoisiaux nécessitait des investissements importants. **Le Président** répond qu'un montant a été porté au budget de la Bourgeoisie pour la réfection du bâtiment communal appartenant à cette dernière.

- Chantier Panaimmob – Terrain laissé en friche

M. Joël Aymon a évoqué le chantier Panaimmob et s'est interrogé sur le fait que la Commune n'intervienne pas, alors qu'elle exige que les propriétaires entretiennent leurs terrains. **Le Président** répond que ce cas sera traité par la commission de la salubrité publique au printemps 2025.

- Organisation de rencontres avec les habitants

M. Joël Aymon a proposé que le nouveau Conseil communal, qui est entré en fonction le 1er janvier 2025, organise une réunion dans chaque quartier du village afin de rencontrer les habitants et d'échanger avec eux. **Le Président** répond qu'un mandat a été donné

pour l'élaboration d'un plan de législature, qui sera réalisé durant le premier semestre, et que cette proposition sera abordée dans ce cadre.

- Dossier du nouveau Plan d'affectation des zones (PAZ) – Utilisation de faux plans

M. Joël Aymon est intervenu pour évoquer le dossier du nouveau Plan d'affectation des zones (PAZ) et a exprimé ses inquiétudes quant à l'utilisation de faux plans. **Le Président** répond que le plan qui avait été montré lors de la mise en consultation du PDI était uniquement parcellaire.

- Baisse du niveau d'eau du lac d'Icogne

M. Gaston Bagnoud est intervenu au sujet du lac d'Icogne, signalant que le niveau d'eau avait baissé d'environ un mètre en raison des travaux réalisés par une entreprise mandatée par la société **I.L.C.M. Energie SA**. **Le Président** répond que le dossier est suivi par le Conseil d'administration de la société **I.L.C.M. Energie SA**, qui a transmis un courrier au bureau d'ingénieurs ayant conçu l'aménagement concerné.

- Moyens auditifs pour les Assemblées primaires

M. Eric Kamerzin a demandé si des moyens auditifs pourraient être mis à disposition lors des prochaines Assemblées primaires. **Le Président** répond que, comme constaté, ces moyens ont été mis en place pour cette séance.

- Absence de tout-ménage pour inviter les citoyens

Mme Martine Derivaz s'est interrogée sur l'absence d'un tout-ménage pour inviter les citoyens à cette Assemblée primaire. **Le Président** répond que les publications avaient bien été faites au pilier public, via la newsletter et par insertion sur le site internet communal. Il reconnaît toutefois qu'une erreur a été commise de la part du Conseil et de l'administration, car aucun tout-ménage papier n'a été envoyé.

Après ces clarifications, **le Président** invite l'Assemblée à formuler toute remarque ou question complémentaire concernant le procès-verbal de la dernière Assemblée.

En l'absence de remarques supplémentaires, **le Président** considère que le procès-verbal est adopté tel que présenté.

Avant de poursuivre, **le Président** remercie **M. Lionel Nanchen**, Secrétaire communal, pour la rédaction de ce procès-verbal.

2. Nomination des scrutateurs.

Le Président désigne **Mme Marielle Emery** et **M. Sébastien Dervey** comme scrutateurs pour cette assemblée.

3. Présentation de la planification financière 2026/2029.

Le Président présente la planification financière 2026-2029. Il indique que les charges communales restent globalement stables, avec une légère progression liée à l'inflation. La marge d'autofinancement devrait se situer autour de CHF 700'000.-, reflétant une situation financière relativement équilibrée.

Concernant les investissements, **le Président** explique que la planification quadriennale prévoit une hausse jusqu'en 2027, principalement en raison des Championnats du monde de ski alpin, avant un retour à un niveau plus habituel. **Le Président** souligne que la Commune d'Icogne envisage également de lancer la construction de nouvelles infrastructures au village afin de moderniser et de valoriser son centre.

Le Président précise que la réalisation d'une planification financière est un exercice délicat, particulièrement en début de législature, car il repose sur de nombreuses incertitudes économiques et sur l'évolution des priorités politiques.

En lien avec la planification financière présentée, **le Président** souhaite également évoquer un enjeu majeur qui pourrait avoir des répercussions sur les finances communales à moyen terme.

Depuis plusieurs années, les Communes du Haut-Plateau sont confrontées à une problématique concernant les terrains sur lesquels sont implantés les deux principaux golfs de Crans-Montana, le Golf Ballesteros et le Golf Nicklaus. Ces terrains appartiennent à près de 1'000 entités différentes, incluant des personnes physiques, des communautés de personnes et des personnes morales.

Au total, environ 475'000 m² sont en mains privées, représentant une surface totale d'environ 6 hectares pour l'ensemble des deux golfs. Le reste des terrains appartient :

- Pour environ la moitié de cette surface, aux Communes de Lens et Crans-Montana, à l'ACCM et au Golf Club de Crans-Montana, qui est lui-même propriétaire de certaines parcelles.
- À la Municipalité de Lens, qui est le plus grand propriétaire avec 65'700 m², soit plus de 10% de la surface totale.
- À la Bourgeoisie de Lens, qui détient 10'500 m² de terrains.

Depuis plusieurs décennies, ces propriétaires fonciers ont constitué un syndicat de propriétaires, dont l'objectif principal est de défendre leurs intérêts et de négocier la location de ces terrains. Toutefois, **le Président** souligne que ce syndicat exerce une influence de plus en plus importante, allant jusqu'à intervenir dans la gestion du golf lui-même.

En outre, **le Président** fait remarquer que le syndicat n'a cessé d'augmenter le prix des loyers, rendant les locations des terrains des golfs du Haut-Plateau parmi les plus chers de Suisse. Ces hausses successives mettent en péril l'avenir même du Golf Club de Crans-sur-Sierre.

Plus récemment, **le Président** alerte sur une nouvelle exigence de ce syndicat, qui menace désormais d'interdire aux Communes et à l'ACCM l'utilisation des terrains pour leurs activités hivernales (ski de fond, luge, ski pour débutants), sauf si celles-ci acceptent de payer un loyer supplémentaire pour ces périodes d'hiver.

Face à cette situation préoccupante, les Communes de Crans-Montana, Icogne et Lens ont décidé de mener une réflexion approfondie sur les solutions envisageables pour mettre fin à cette situation qui, selon **le Président**, va à l'encontre de l'intérêt général et compromet l'offre touristique de la région.

Ainsi, **le Président** indique que la Commune d'Icogne participera financièrement à ces réflexions, pour un montant qui reste encore à déterminer. Il précise que ce montant serait un investissement qui concerne le patrimoine financier et n'apparaît donc pas dans le tableau du budget communal.

Enfin, **le Président** mentionne que ces discussions pourraient mener à une expropriation des terrains situés sur les parcours de golf, ceux-ci présentant un caractère d'intérêt public évident.

4. Lecture du Budget 2025 de la Municipalité.

La lecture détaillée du budget 2025 n'étant pas demandée, **Le Président** donne lecture des principaux chiffres, dicastère par dicastère, des comptes de fonctionnement et d'investissements.

FONCTIONNEMENT	
Charges financières	CHF 6'183'813.47
Revenus financiers	CHF 6'884'150.70
Marge d'autofinancement	CHF 700'337.23
Amortissements planifiés	CHF 754'018.95
Attributions aux fonds et financements spéciaux	CHF 61'187.50
Prélèvements aux fonds et financements spéciaux	CHF 17'873.95
Excédent de charges	CHF 96'995.27
INVESTISSEMENTS	
Dépenses	CHF 1'704'465.55
Recettes	CHF 344'250.00
Investissements nets	CHF 1'360'215.55
Insuffisance de financement	CHF 659'878.32

À la suite de la présentation du budget 2025 de la Municipalité d'Icogne, **le Président** ouvre la discussion et invite l'Assemblée à poser des questions.

Mme Josette Vuignier demande depuis quand l'étude concernant la parcelle n° 267 est en cours.

Le Président répond que cette étude est en cours depuis les années 2000 et qu'il s'agit actuellement du troisième projet élaboré. Il précise que les projets précédents ont été menés successivement par Archidée SA (M. Delavallaz), Sequoia SA (Mme Muriel Marti) et Actescollectifs Architects SA (M. Ambroise Bonvin). Le Président ajoute que depuis 2013, environ CHF 100'000.- ont été dépensés pour ces trois projets.

Mme Josette Vuignier demande ensuite si le dossier sera mis en consultation publique avant la mise à l'enquête définitive.

Le Président confirme que oui, le projet sera mis en consultation auprès de la population, soulignant que l'objectif est d'impliquer les citoyens afin qu'ils puissent s'exprimer et contribuer à l'élaboration de ce projet.

M. Gérard Mayor demande si le Conseil communal avait déjà une idée précise avant de mandater le bureau d'architectes Actescollectifs Architects SA.

Le Président répond que oui, le Conseil communal de la précédente législature avait donné des directives aux architectes pour encadrer leur travail.

M. Gérard Mayor demande ensuite où en est l'avancement du projet actuel.

Le Président répond que l'on est actuellement à l'avant-projet.

M. Gérard Mayor demande si le montant de CHF 286'82.85 inscrit sous les installations touristiques et sportives concerne les Championnats du monde de ski alpin 2027 et si des montants similaires seront prévus dans les budgets 2026 et 2027.

Le Président répond qu'effectivement, des montants comparables seront inscrits dans les budgets des années à venir, notamment pour 2026 et 2027. Il précise que la participation de la Commune d'Icogne aux Championnats du monde de ski alpin 2027 s'élèvera à environ CHF 1,2 million.

M. Rodolphe Imhoff demande si le montant de CHF 500'000.- inscrit au compte ACCM concerne les installations de sport et de loisirs, et s'il est possible d'obtenir un détail de ce que ce montant couvre.

Le Président répond qu'il s'agit notamment d'une partie du financement du stade d'arrivée de la piste Nationale, ainsi que d'investissements sur les pistes, en particulier pour les canons à neige, dans le cadre des Championnats du monde de ski alpin 2027.

M. Imhoff réagit en disant qu'il n'y a rien qui reste après l'événement.

Le Président précise que le stade d'arrivée sera maintenu, de même que les locaux pour Crans-Montana Exploitation (CME) et les installations telles que les canons à neige, qui seront durablement utilisés au-delà des championnats.

M. Imhoff soulève alors la question de la nature budgétaire de ces montants, se demandant s'il ne s'agirait pas de postes à inscrire en fonctionnement plutôt qu'en investissement dans le budget 2025 de la Commune d'Icogne. Il insiste sur le fait que les investissements doivent avoir un effet à moyen et long terme.

Le Président répond qu'il s'agit bien d'immobilisations — comme le stade d'arrivée ou les locaux de CME — et que ces équipements resteront en place après les Championnats du monde de 2027, ce qui justifie leur inscription comme investissements.

M. Gaston Bagnoud indique avoir pris connaissance avec intérêt du détail du budget de la Commune d'Icogne pour l'année 2025. Il revient tout d'abord sur une question déjà soulevée lors de la dernière Assemblée primaire, à savoir quelles sont les eaux concessionnées, quelles sont les eaux conventionnées, et quelles sont celles faisant l'objet d'une constitution de droit distinct et permanent (DDP). Il estime qu'il serait utile et légitime pour les citoyens d'avoir une vue d'ensemble claire sur ces éléments. Par ailleurs, il rappelle que dans le cadre de la restitution des concessions hydrauliques, un groupe intercommunal a été constitué entre les communes concédantes.

M. Gaston Bagnoud estime que les citoyens devraient également avoir accès aux informations relatives à ce groupement et que les documents établis par ce groupe devraient être consultables au bureau communal.

Abordant ensuite le budget 2025, **M. Gaston Bagnoud** relève en première page une évolution des salaires et des honoraires des membres du Conseil communal. Il critique également la ligne budgétaire relative au financement d'un bureau externe pour l'élaboration d'un programme de législature, qu'il juge inutile, en considérant que les membres du Conseil sont suffisamment compétents pour élaborer eux-mêmes un programme pour les quatre années à venir.

M. Gaston Bagnoud s'interroge également sur le montant de CHF 10'000.- prévu pour la communication, qu'il juge excessif. Il dit ne pas comprendre ce qu'un tel montant peut concrètement apporter, et estime qu'une communication simple et directe pourrait suffire.

Concernant les taxes de séjour, **M. Gaston Bagnoud** constate qu'un montant de CHF 149'250.- a été prélevé sur le fonds taxe de séjour pour financer des installations sur le Haut-Plateau. Il estime que la Commune d'Icogne verse déjà des contributions importantes à l'ACCM, et se demande pourquoi il est encore nécessaire de prélever sur le fonds taxe de séjour pour financer ces installations. Selon lui, il serait beaucoup plus judicieux d'affecter ce montant à la rénovation du centre du village.

Au sujet de la parcelle n° 267, **M. Gaston Bagnoud** rappelle que le projet remonte à plus de 40 ans. Il critique le fait qu'un montant de CHF 50'000.- ait été inscrit au budget 2025 sans consultation préalable avec les citoyens, et demande à ce que ce montant soit revu.

Enfin, en ce qui concerne les Championnats du monde de ski alpin 2027, **M. Gaston Bagnoud** estime que la Commune d'Icogne va dépenser environ CHF 1,2 million, mais que la répartition des coûts entre les communes d'Icogne, Lens et Crans-Montana n'est pas équitable. Il juge injuste que l'ensemble des investissements se fasse sur le territoire de Crans-Montana, alors que les charges sont partagées. Il considère que la répartition des efforts financiers devrait être réexaminée.

M. Gaston Bagnoud conclut en affirmant qu'il a parfois l'impression que le Conseil communal a tendance à oublier le village et que seul le Haut-Plateau semble compter dans les choix actuels. Il invite donc le Conseil à se pencher sérieusement sur ces différentes préoccupations.

Le Président prend la parole pour répondre aux différentes remarques formulées par **M. Gaston Bagnoud**.

Concernant la question des eaux concessionnées, conventionnées et faisant l'objet d'un droit distinct et permanent (DDP), ainsi que celle du groupement intercommunal pour le retour des concessions, **le Président** informe que le processus est en cours. Il précise que l'Assemblée primaire sera informée en temps utile, et que toutes les décisions à prendre dans ce cadre seront soumises à l'approbation de l'Assemblée primaire. Il insiste sur le fait que ni le Conseil communal ni le Président ne disposent du pouvoir de décision à ce sujet, et que les informations suivront en toute transparence.

En ce qui concerne le plan de législature, **le Président** confirme que le Conseil communal a mandaté un bureau externe afin d'accompagner la Municipalité dans l'élaboration de ce document stratégique pour les quatre prochaines années. Il explique qu'en tant que nouveau président, il a estimé utile de bénéficier d'un appui méthodologique pour construire un plan clair, cohérent et partagé par l'ensemble du Conseil.

S'agissant du montant de CHF 10'000.- inscrit au budget 2025 pour la communication, le Président rappelle que de nombreux citoyens ont exprimé le besoin d'une meilleure communication de la part de la commune. C'est dans cette optique que le Conseil communal a souhaité prévoir une enveloppe spécifique. Il donne l'exemple de la démarche Icogne 2035, qui nécessite des outils de communication adaptés pour informer et impliquer la population. Il précise également que ce montant figure au budget, mais cela ne signifie pas qu'il sera entièrement dépensé ; il sera utilisé avec discernement, en fonction des besoins concrets.

Au sujet de l'utilisation d'une partie du fonds de la taxe de séjour, **le Président** rappelle que les Championnats du monde de ski alpin 2027 impliquent des dépenses conséquentes pour la Commune d'Icogne. C'est pourquoi le Conseil a décidé d'affecter une partie de ce fonds à des investissements touristiques sur le Haut-Plateau. Il précise toutefois que cela ne signifie en aucun cas que d'autres projets ne seront pas envisagés ou réalisés au village. Concernant le projet de la parcelle n° 267, **le Président** indique que le montant total dépensé à ce jour s'élève à CHF 96'000.-, depuis le lancement du premier projet « Dellavallaz ».

Enfin, à propos de la clé de répartition entre les trois communes (Lens, Icogne et Crans-Montana) dans le cadre de la participation à l'ACCM, **le Président** rappelle que l'ancien Conseil communal avait déjà négocié une adaptation de la répartition. Le pourcentage actuellement appliqué à la Commune d'Icogne est de 2,9 %, grâce à un abattement de 1,2 %. Si l'on appliquait une stricte répartition par habitant, la part d'Icogne serait de 4,1 %, soit 1,2 % de plus. Cette adaptation a donc permis à la Commune de limiter sa contribution, tout en participant de manière équitable à l'effort collectif.

M. Gaston Bagnoud répond que, selon lui, la répartition du pourcentage entre les trois communes du Haut-Plateau (Icogne, Lens et Crans-Montana) devrait se faire en fonction de la localisation des infrastructures concernées.

En ce qui concerne le fonds de la taxe de séjour, **M. Gaston Bagnoud** estime qu'il devrait être affecté en priorité au village et à la commune d'Icogne, car une part importante des recettes issues des taxes de séjour perçues par Icogne est déjà versée au Haut-Plateau.

Le Président remercie **M. Gaston Bagnoud** pour ses remarques. Il tient toutefois à souligner que, selon lui, le Conseil communal n'oublie pas le village, comme en témoignent les projets en cours et à venir spécifiquement destinés au cœur d'Icogne.

Le Président souhaite simplement ajouter — sans vouloir entrer dans un long débat — que si la commune ne peut pas puiser dans le fonds de la taxe de séjour pour financer les infrastructures touristiques du Haut-Plateau, celles-ci devront alors être financées par les impôts communaux.

Le Président demande s'il y a encore des questions à ce stade. En l'absence de nouvelles interventions, **le Président** passe au point N° 5. « Approbation du Budget 2025 de la Municipalité. Décision. », à savoir l'approbation du budget 2025 de la Municipalité d'Icogne.

5. Approbation du Budget 2025 de la Municipalité. Décision.

Le Président demande aux citoyennes et citoyens qui approuvent le budget 2025 de la Municipalité d'Icogne de se prononcer par vote à main levée :

Oui : 24

Non : 3

Abstention : 5

Le Président annonce que le budget 2025 de la Municipalité d'Icogne est accepté par l'Assemblée primaire tel que présenté.

6. Nomination de l'organe de contrôle. Décision.

Le Président ouvre le point n° 6 de l'ordre du jour relatif à la nomination de l'organe de contrôle pour la législature 2025–2028. Il informe l'Assemblée primaire qu'un nouvel organe de contrôle doit être désigné pour cette période.

Le Président propose de nommer la Fiduciaire de Crans-Montana SA en tant qu'organe de contrôle pour la Commune d'Icogne.

Il invite ensuite l'Assemblée primaire à se prononcer par vote à main levée :

Oui : 33

Non : 0

Abstention : 1

Le Président annonce que la Fiduciaire de Crans-Montana SA est nommée comme organe de contrôle pour la législature 2025–2028, conformément à la décision de l'Assemblée primaire.

7. Taxes sur les déchets : Recommandation de la Surveillance des prix. Décision.

Le Président passe à présent au point n° 7 de l'ordre du jour, relatif aux taxes sur les déchets et à la recommandation de la Surveillance des prix (SPR).

Le Président informe qu'à la suite de l'analyse des comptes de la Commune d'Icogne pour les années 2021 à 2023, la Surveillance des prix (SPR) a constaté une surcouverture moyenne d'environ 16 % par an provenant des taxes sur les déchets. Cette situation résulte principalement des attributions aux financements spéciaux, qui ont permis de combler un déficit accumulé depuis 2018.

Sur cette base, la SPR recommande une réduction des taxes de base annuelles de traitement des déchets, de manière à diminuer les recettes du service d'environ CHF 23'000.- par an.

Le Président transmet ensuite la prise de position du Conseil communal concernant cette recommandation. Le Conseil estime qu'il est pertinent de suivre la recommandation de la SPR. Toutefois, il considère qu'il serait opportun de maintenir temporairement le taux actuel de la taxe, afin de préserver une certaine marge de manœuvre en cas de surcoût du service des déchets, ce qui pourrait entraîner un déficit sur une ou plusieurs années.

Le Président précise que la taxe sera réévaluée régulièrement et adaptée si nécessaire, en fonction de l'évolution des coûts et du contexte financier.

Le Conseil communal invite donc l'Assemblée primaire à voter en faveur de cette recommandation, dans un souci de gestion responsable et transparente des finances communales.

Mme Martine Derivaz intervient pour indiquer qu'elle n'a pas bien compris si l'Assemblée primaire est appelée à se prononcer sur la recommandation de la Surveillance des prix (SPR) ou sur la prise de position du Conseil communal.

Le Président répond que la Surveillance des prix recommande une réduction de CHF 23'000.- sur l'ensemble des taxes, en tenant compte du fonds disponible au 31.12.2023, qui s'élève à CHF 943.24. Toutefois, le Conseil communal considère qu'il est plus prudent de maintenir le montant actuel des taxes pour encore une année, afin de disposer d'une marge de manœuvre en cas de hausse des coûts du service. Si, à la fin de l'année, le fonds continue d'augmenter, une baisse des taxes pourra être envisagée dès l'année prochaine.

Le Président explique que ce qui préoccupe le Conseil, c'est de réduire les taxes en 2025 pour devoir les réaugmenter en 2026, ce qui serait mal perçu. Il souligne que le déficit accumulé a été résorbé et qu'un fonds d'environ CHF 900.- est actuellement disponible. Il propose donc de maintenir les taxes au niveau actuel pour encore une année, et de réévaluer la situation l'an prochain, ce qui correspond à la position du Conseil communal, légèrement différente de celle de la SPR qui préconise une réduction immédiate.

Mme Martine Derivaz demande alors si la position du Conseil est conforme à la légalité.

Le Président précise qu'il s'agit d'une recommandation émise par la Surveillance des prix, et non d'une obligation. Il ajoute que la SPR recommande une réduction de 16 %, mais que le Conseil communal a préféré appliquer un principe de précaution, en décidant de maintenir provisoirement la taxe à son niveau actuel.

Le Président conclut en rappelant que l'Assemblée primaire est libre de suivre la recommandation de la SPR ou d'adopter la position du Conseil communal.

M. Eric Kamerzin prend la parole et estime que le principe de précaution a déjà été appliqué depuis trois ans, car durant cette période, le service de la voirie a enregistré un excédent, ce qui a motivé la recommandation fédérale. Il considère que ne pas suivre cette recommandation manquerait de bon sens, et souligne qu'en cas de recours, la commune se trouverait en mauvaise posture. Il ajoute que le même raisonnement vaut pour les taxes liées à l'eau potable et aux eaux usées. Selon lui, l'Assemblée primaire devrait faire l'effort de suivre la recommandation de la SPR, d'autant plus qu'en cas de hausse des coûts, l'Assemblée aurait toujours la possibilité d'augmenter les taxes sur proposition du Conseil communal.

M. Rodolphe Imhoff intervient à son tour et indique qu'il rejoint la position exprimée par **M. Eric Kamerzin**, soulignant que si la recommandation de la Surveillance des prix (SPR) n'est pas suivie, une justification devra être apportée. Il précise que bien qu'il ne s'agisse pas d'une obligation légale stricte, le non-respect d'une recommandation impose de fournir une justification claire et précise. Il ajoute qu'une réponse formelle devra être donnée à la Surveillance des prix, expliquant les raisons du maintien de la taxe au niveau actuel si telle devait être la décision de l'Assemblée primaire.

M. Gérard Mayor intervient et informe l'Assemblée qu'il souhaite formuler une proposition en lien avec la gestion des déchets. Il suggère que la Commune d'Icogne mette en œuvre un système de récupération des déchets organiques, afin d'améliorer encore le tri des déchets et de promouvoir une gestion plus durable des ressources.

Le Président remercie l'ensemble des intervenants pour leurs remarques et propositions très pertinentes. Il se permet d'ajouter que si le Conseil communal a pris position pour maintenir la taxe des déchets à son taux actuel pendant encore une année, c'est notamment parce qu'un système de pesage a récemment été installé à la déchetterie des Fougirs.

Le Président précise que le Conseil communal souhaiterait disposer d'une année complète d'exploitation de ce nouveau système avant de réévaluer la situation, afin d'avoir une vision plus précise des volumes et des coûts effectifs liés au traitement des déchets.

Le Président ajoute également que la prise de position du Conseil communal repose sur un principe de précaution, afin d'éviter de devoir augmenter à nouveau les taxes l'année prochaine en cas d'évolution défavorable des coûts du service des déchets.

Le Président souligne qu'il s'agit de préserver la stabilité financière et d'agir avec prudence dans l'intérêt de la commune et de ses citoyens.

M. Eric Kamerzin intervient afin d'informer l'Assemblée primaire qu'il est important de ne pas confondre les différentes catégories de déchets, à savoir les déchets urbains, les déchets ménagers et les autres types de déchets. Il précise que la recommandation de la Surveillance des prix (SPR) concerne uniquement les ordures ménagères, c'est-à-dire les déchets collectés directement auprès des ménages, et non les autres déchets, comme par exemple ceux déposés à la déchetterie des Fougirs.

Le Président répond qu'il s'agit ici du service des déchets dans son ensemble, qui est un service autofinancé.

Il précise que les coûts liés à la déchetterie des Fougirs font partie intégrante de ce service, au même titre que ceux relatifs à la collecte des ordures ménagères. Le Président souligne donc que l'exploitation de la déchetterie a également un impact sur les comptes du service des déchets.

Mme Annelise Bonvin intervient et informe l'Assemblée primaire qu'elle trouve regrettable de constater la présence de sachets contenant des déjections canines le long du bisse.

Elle estime qu'il serait utile d'installer une poubelle à cet endroit, notamment au fond du bisse, vers la prise d'eau, afin de faciliter l'élimination correcte de ces déchets et de préserver la propreté du site.

M. Gaston Bagnoud intervient et demande s'il est prévu de réaliser des investissements pour le service des déchets.

Le Président répond qu'il y a effectivement eu des investissements récents à la déchetterie des Fougirs, notamment l'installation du système de pesage. Toutefois, il précise que la Commune d'Icogne est locataire des installations, et que, par conséquent, les coûts liés à ces investissements sont comptabilisés dans les charges de fonctionnement du service, et non comme des immobilisations de la commune.

Le Président ajoute qu'avec ces nouvelles installations et leur exploitation, il est probable que les charges du service augmentent légèrement à l'avenir.

Le Président ajoute qu'à ce jour, aucun investissement n'est prévu spécifiquement pour le service des déchets sur le territoire de la Commune d'Icogne.

Il précise que les améliorations récentes concernent principalement la déchetterie des Fougirs, et que la Commune continuera d'assumer les frais liés à l'utilisation de ces infrastructures dans le cadre du fonctionnement courant du service.

Mme Nathalie von Dach intervient également pour répondre à **M. Gaston Bagnoud**. Elle souligne que la législature vient tout juste de débiter, et qu'il est donc difficile à ce stade de se prononcer sur d'éventuels investissements futurs pour le service des déchets. Elle estime toutefois qu'il est possible que certains investissements soient nécessaires à l'avenir, notamment au niveau des moloks ou éventuellement pour d'autres équipements liés à la gestion des déchets.

Le Président rappelle qu'il s'agit d'un service autofinancé, que les fonds restent affectés au service des déchets, et précise que c'est à l'Assemblée primaire de décider si elle souhaite suivre la recommandation de la Surveillance des prix en baissant les taxes, ou maintenir les taxes au niveau actuel en suivant la position du Conseil communal.

Le Président soumet à l'Assemblée primaire la question suivante :

"Acceptez-vous de maintenir les taux actuels des taxes sur le traitement des déchets, conformément à la proposition du Conseil communal ?"

Résultat du vote par main levée :

Oui : 17

Non : 18

Abstention : 2

Le Président annonce que la proposition du Conseil communal est refusée par l'Assemblée primaire. L'Assemblée décide ainsi de suivre la recommandation de la Surveillance des prix (SPR) et de réduire les taxes sur les déchets.

8. Divers

M. Jacques Lamon prend la parole au nom des Amis de la pétanque. Il souhaite savoir si, dans le cadre du projet Icogne 2035, le terrain de pétanque existera toujours et sous quelle forme.

Le Président répond que le terrain de pétanque est apprécié à Icogne et qu'il est prévu de le conserver. Il précise que la première étape du projet 2035 consistera à installer une nouvelle signalisation et à revaloriser le centre du village, notamment par la création d'un petit jardin botanique. Il ajoute que le terrain de pétanque sera bien entendu intégré dans ce projet, et que des améliorations seront envisagées si cela est possible. L'objectif est de dynamiser le centre du village et d'encourager sa fréquentation.

M. Jacques Lamon demande s'il serait possible d'avoir une entrevue avec la personne responsable du dicastère concerné, afin d'échanger des propositions.

Le Président répond que cela est tout à fait possible et précise que deux dicastères sont concernés :

- le dicastère des sports, sous la responsabilité de **Mme Anne-Christine Rey**
- le dicastère du centre du village, sous la responsabilité de **Mme Nathalie von Dach**

M. Jacques Lamon demande ensuite à quel moment le projet 2035 sera concrétisé.

Le Président répond que l'étude est prévue pour cette année.

Mme Nathalie von Dach intervient et informe qu'une amélioration du terrain de pétanque ne pourra vraisemblablement pas être réalisée dès cette année.

M. Jacques Lamon exprime alors son regret, rappelant que cela fait déjà un certain temps que les Amis de la pétanque sollicitent une amélioration des installations.

Mme Nathalie von Dach prend note de cette remarque et assure qu'elle prendra contact avec **M. Jacques Lamon** ainsi qu'avec **Mme Anne-Christine Rey** afin d'organiser un échange de propositions.

M. André Gasser intervient et rappelle qu'il avait déjà soulevé, lors de la dernière Assemblée primaire, la question des toilettes publiques au centre du village. Lors de son intervention précédente, il avait expliqué que, lors de ses balades dans de petits villages suisses, il avait constaté que les toilettes publiques jouent un rôle important en tant que facteur de contact et de convivialité.

Il avait également proposé de retirer certains panneaux existants pour les remplacer par des indications claires pour les WC publics, ainsi que d'ajouter une table à langer pour bébé, soulignant l'absence d'indications suffisantes à ce sujet.

M. André Gasser souligne à nouveau que le village d'Icogne souhaite la bienvenue aux marcheurs, mais qu'il est essentiel d'installer des toilettes publiques, projet qui ne devrait pas nécessiter un budget de CHF 1,2 million selon lui.

Par ailleurs, **M. André Gasser** demande si le Conseil communal a également mené une réflexion concernant la circulation des chiens au centre du village, en particulier pour imposer que les chiens soient tenus en laisse et pour enlever les panneaux d'interdiction existants.

Le Président répond que le réaménagement d'une partie du centre du village, avec la mise en place d'une nouvelle signalétique, est prévu pour 2025–2026 afin de rendre le centre plus attractif. Il informe que les remarques de **M. André Gasser** ont été prises en compte et que le dossier suivra son cours dans le cadre des projets à venir.

Mme Laurence Gasser intervient pour rappeler qu'elle avait, lors de la dernière Assemblée primaire, proposé de changer le nom du centre du village. Elle relève que cette proposition n'avait pas été mentionnée dans le procès-verbal

Mme Gabrielle Nanchen intervient pour compléter les interventions précédentes en abordant plusieurs points liés à l'aménagement du village.

Elle souligne tout d'abord qu'il serait souhaitable d'installer davantage de passages pour piétons, notamment à l'entrée du village, au niveau du sentier du Bisse, où les randonneurs doivent traverser la route sans aménagement sécurisé, ce qui présente un réel danger. Elle ajoute que le secteur devant la chapelle est également problématique pour les piétons souhaitant traverser, en raison de l'absence de passage protégé, ce qui augmente les risques d'accident.

Dans un deuxième temps, **Mme Gabrielle Nanchen** évoque les moloks destinés à la récupération du papier. Elle explique que l'ouverture actuelle est trop petite pour déposer aisément des papiers ou cartons, ce qui oblige à les déchirer en petits morceaux pour pouvoir les insérer. Elle propose donc que les moloks pour le papier soient équipés d'une ouverture plus grande, et qu'une amélioration soit apportée afin d'éviter que le couvercle ne retombe sur la tête des utilisateurs lors de leur utilisation.

Enfin, **Mme Gabrielle Nanchen** soulève une dernière remarque concernant les arrêts de bus du village. Elle constate que seul l'arrêt des Vernasses dispose d'un abri permettant de s'asseoir et de se protéger des intempéries. En revanche, les autres arrêts, situés à l'entrée et à la sortie du village, ne disposent ni de bancs ni d'abris, obligeant les usagers à attendre debout et sans protection. Elle demande s'il serait possible de construire des abris de bus convenables pour améliorer le confort des citoyens et des visiteurs.

Le Président répond que le Conseil communal étudiera la possibilité d'améliorer les abris de bus dans le village, afin d'offrir de meilleures conditions d'attente aux usagers.

Concernant les moloks, **le Président** indique que le Conseil communal se penchera également sur cette question, notamment pour envisager des aménagements permettant une utilisation plus pratique et sécurisée, en particulier pour la récupération du papier.

En ce qui concerne les passages piétons, **le Président** explique que le secteur situé entre le café d'Icogne et la place de la chapelle ne répond pas aux normes actuelles, en raison d'un manque de visibilité suffisant. Il précise qu'un certain nombre de mètres de visibilité est requis pour sécuriser un passage piéton, et que c'est pour cette raison que le passage existant à cet endroit avait été supprimé à l'époque par l'Etat du Valais.

M. Sébastien Mabillard intervient pour signaler que le trottoir devant le Café d'Icogne est particulièrement dangereux. Il explique que les véhicules descendant la route, notamment les bus postaux et les camions, ont tendance à empiéter sur le trottoir, ce qui représente un risque important pour les piétons.

M. Sébastien Mabillard invite le Conseil communal à mener une réflexion sur la situation, notamment en lien avec la zone 30 km/h instaurée dans ce secteur. Il suggère également de se rapprocher de l'Etat du Valais afin d'étudier des solutions d'amélioration de la sécurité pour les piétons dans cette zone sensible.

Le Président prend note de la remarque de **M. Sébastien Mabillard** et rappelle que l'instauration de la limitation à 30 km/h dans ce secteur avait précisément pour objectif de ralentir la circulation, afin de réduire le risque d'empiètement des véhicules sur le trottoir. Il précise toutefois que la pose de bordures n'est pas envisageable, car l'accès aux places de parking doit être maintenu à cet endroit.

Le Président confirme que le Conseil communal est conscient du problème et qu'une réflexion sera menée pour étudier des améliorations possibles. Il souligne enfin que, s'agissant d'une route cantonale, toute intervention devra être coordonnée avec l'Etat du Valais.

Mme Carmen Mudry intervient et demande pourquoi, lors de l'envoi des courriers relatifs aux inscriptions aux commissions communales, elle n'a pas reçu de courrier à son nom personnellement.

Le Président répond que les courriers ont été envoyés par ménage, de la même manière que les fascicules pour les Assemblées primaires. Il précise que ce choix a été fait par souci d'économie de papier et de moyens, et que les informations étaient également accessibles via un code QR et un lien publié sur le site internet de la commune.

Mme Carmen Mudry demande alors comment la Commune a déterminé qui était le destinataire principal du ménage.

Le Président réitère qu'il s'agissait avant tout d'une mesure logistique et écologique, et souligne que l'intention n'était absolument pas de heurter qui que ce soit. Il ajoute que si certains citoyens ou citoyennes se sont sentis oubliés ou vexés, ce n'était en aucun cas volontaire.

Mme Carmen Mudry réagit en exprimant son malaise face à cette manière de procéder, affirmant qu'elle a eu l'impression de revenir à une époque antérieure au 12 avril 1970, date à laquelle les femmes ont obtenu le droit de vote en Valais. Elle conclut en rappelant qu'il y a actuellement deux femmes au sein du Conseil communal, et que cette approche de communication la dérange profondément.

Le Président prend note de ces remarques.

Mme Laurence Gasser intervient pour revenir sur une remarque déjà formulée lors de la dernière Assemblée primaire du 16 décembre 2024 concernant la réévaluation de la limitation de vitesse à 30 km/h à l'entrée du village. Elle souligne que le panneau indiquant cette limitation n'est pas suffisamment visible et que, selon elle, les voitures et les camions circulent à une vitesse excessive en entrant dans Icogne.

Mme Laurence Gasser indique que cette problématique a été illustrée par un accident survenu dans la nuit du 9 au 10 août 2024, au cours duquel un lampadaire a été renversé et projeté sur la haie de **Mme Geneviève Praplan**.

Elle demande que l'emplacement du panneau de limitation à 30 km/h soit réétudié et souhaite que le panneau soit installé plus en amont, vers l'entrée du village, afin que les conducteurs soient incités à ralentir plus tôt.

Le Président prend note de la remarque et informe que c'est le Canton du Valais qui est compétent pour effectuer l'étude nécessaire au déplacement du panneau.

Mme Laurence Gasser ajoute qu'elle estime que la police municipale devrait également intervenir ponctuellement pour contrôler la vitesse des véhicules et évaluer la situation sur le terrain.

Mme Laurence Gasser intervient également pour demander combien de kilowattheures (kWh) ont été produits en 2024 par les panneaux solaires installés sur le toit du bâtiment bourgeoisial.

Le Président prend note de cette remarque et répond que le chiffre correspondant apparaîtra dans les comptes 2024 de la Municipalité d'Icogne.

M. Gérard Mayor intervient à son tour et précise qu'en 2024, Oiken SA rachetait l'énergie solaire produite à un tarif de 16,45 centimes par kWh et la revendait au consommateur à 31,78 centimes par kWh.

Le Président remercie les citoyens pour leurs interventions et en prend bonne note.

Le Président souhaite conclure le point des divers en présentant à l'Assemblée primaire le nombre de citoyennes et citoyens qui se sont inscrits dans les différentes commissions communales.

Il informe qu'un peu plus de 60 personnes se sont portées candidates, ce qui témoigne d'un bel engagement de la population. **Le Président** souligne que le Conseil communal a effectué un travail conséquent pour répartir les personnes inscrites au mieux dans les commissions, en tenant compte des souhaits exprimés et des besoins de chaque commission.

Le Président présente ensuite le tableau de répartition des différentes commissions communales pour la période 2025–2028.

À l'issue de cette présentation, **Le Président** remercie l'Assemblée pour sa participation active et informe que l'Assemblée primaire de la Municipalité d'Icogne est clôturée à 21h40.

Icogne, le 24 février 2025

Le Président

Le Secrétaire

Olivier Duchoud

Lionel Nanchen